

## Évolutions macroéconomiques et financières récentes

On estime que le PIB réel a reculé de 8,4% en 2020, après avoir connu une diminution de 2,5% en 2019. L'effet de la pandémie de COVID-19 sur les prix des produits de base, le commerce, les voyages et les flux financiers a contribué à entraver encore l'activité économique. La réduction de la consommation et des investissements privés ainsi que les perturbations des chaînes de valeur et d'approvisionnement ont également affecté la croissance. Les mesures pour endiguer le virus, par exemple les confinements, ont eu des conséquences néfastes sur des secteurs tels que les services et l'industrie, qui représentent respectivement 58% et 22% du PIB. L'inflation s'est envolée en 2020, et se chiffrait à environ 124,9% sur l'année, contre 82,4% en 2019, principalement en raison de la dépréciation de la monnaie, de 118% en 2020, et de la monétisation du déficit budgétaire. Les recettes publiques ont diminué de 35% en 2020 alors même que la pandémie a entraîné une forte augmentation des dépenses, creusant le déficit budgétaire à 12,4% du PIB en 2020, contre 11,3% en 2019. Celui-ci, qui représentait 40% des recettes publiques en 2019, a été principalement financé par des avances de la banque centrale. La baisse de la demande des principaux partenaires commerciaux du Soudan dans le Golfe a fait baisser les exportations, mais les importations ont également diminué. En conséquence, le déficit du compte courant s'est réduit à 12,6% du PIB contre 15,1% en 2019. Le crédit au secteur privé, en pourcentage du PIB, a chuté de 4 points de pourcentage au cours du premier semestre 2020, traduisant le ralentissement économique causé par la pandémie. En juillet 2020, le gouvernement a adopté une politique monétaire accommodante en réduisant le taux obligatoire de réserves de trésorerie. Cette mesure a stimulé le crédit au secteur privé, qui a atteint environ 12% du PIB à la fin de 2020 — un chiffre inférieur cependant aux 14% du PIB qu'il avait atteint en 2019. Alors que les prêts improductifs sont passés de 3,5% en 2019 à 3% en 2020, les rendements des actifs ont diminué de 1,8% à 1%, traduisant la baisse de rentabilité due à la forte contraction économique. L'activité économique atone a fait passer la pauvreté de 48,3% en 2019 à environ 56% en 2020.

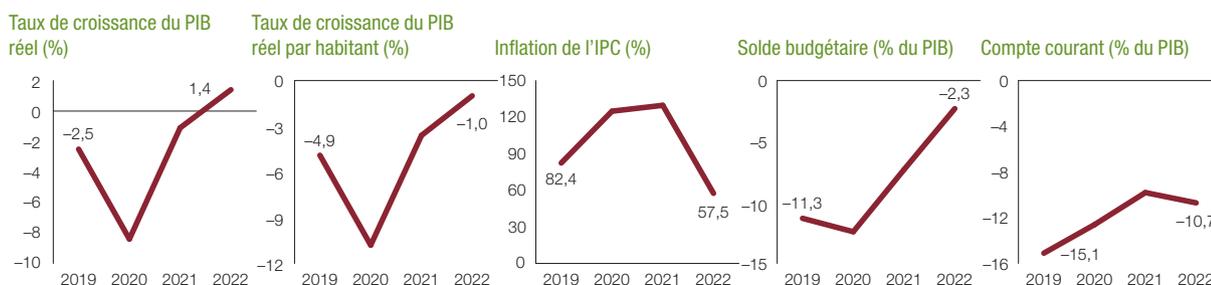
## Perspectives et risques

L'économie soudanaise devrait rester en récession en 2021, et l'on s'attend à un retour à une croissance modeste en 2022. La croissance sera stimulée par l'agriculture et l'exploitation minière du côté de l'offre, et par la consommation et l'investissement privés du côté de la demande. L'amélioration des

perspectives politiques et le récent retrait du Soudan de la liste des États soutenant le terrorisme (EST), par les États-Unis, stimuleront les flux financiers, au profit de la croissance. La pauvreté devrait baisser de 0,5 point de pourcentage en 2022, conséquence de l'amélioration des perspectives économiques. La réduction des flux financiers provenant des envois de fonds privés et des investissements directs étrangers devrait faire baisser les importations, y compris les approvisionnements en carburant et en produits alimentaires, et faire augmenter l'inflation en 2021. Cependant, en donnant la priorité aux dépenses publiques et en menant des politiques monétaires plus strictes, le Soudan devrait pouvoir réduire le taux d'inflation de 129,7% en 2021 à 57,5% en 2022. Les déficits budgétaire et courant devraient s'améliorer grâce aux réformes prévues pour accélérer la reprise économique. Les principaux risques sont la faiblesse des recettes publiques, laquelle peut entraîner une monétisation supplémentaire du déficit, et une nouvelle dépréciation de la monnaie locale.

## Questions et options de financement

L'analyse de viabilité de la dette 2020 effectuée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale a révélé que le Soudan est en situation de surendettement. La dette publique totale a atteint 201,6% du PIB en 2019, dont 80% de dette extérieure. La part de la dette extérieure en arriéré de paiement est passée à 85% en 2019 contre 80% en 2017. La majeure partie de la dette extérieure en 2019 était détenue par des créanciers bilatéraux (41,5 milliards de dollars EU, soit 76% de la dette extérieure totale), répartie de manière à peu près égale entre les créanciers du Club de Paris et hors Club de Paris, suivis des créanciers commerciaux (14%) et multilatéraux (10%). Le retrait du Soudan de la liste des EST devrait accélérer l'admissibilité du pays à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) et des échanges sont en cours sur la possibilité d'un allègement de la dette. Cependant, le remboursement de la dette commerciale du pays a limité l'espace budgétaire pour les investissements publics porteurs de croissance. Ce manque de marge de manœuvre budgétaire nécessite des réformes urgentes pour élargir l'assiette fiscale, en rationalisant les exonérations fiscales et en améliorant l'administration fiscale. Des améliorations de la gouvernance sont également nécessaires pour attirer les investissements et les financements privés. Les réserves brutes se situaient à un niveau faible en 2020 — 1,1 milliard de dollars —, représentant environ 2 mois d'importations, et ne devraient donc pas augmenter les sources de financement public à court terme.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.